



Versement

1361W 1 - 38

Identification :

Intitulé/ Analyse : Fonctionnement de l'U.R.S.S.A.F

Dates extrêmes : 1961 - 1992

Importance matérielle : 3,80 ml

Contexte

Service producteur : Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales de l'Aube, service documentation

Service versant : Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales de l'Aube, service documentation

N° d'entrée du versement : 54840

Date d'entrée du versement : 25 janvier 2005

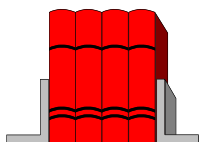
Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : Immédiate

Fin communicabilité :

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : juillet 2008



Présentation

Présentation du service producteur

En France, les Unions de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF) constituent un réseau d'organismes privés délégataires d'un service public dont la principale mission est la collecte des cotisations salariales et patronales destinées à financer le régime général de la Sécurité sociale. Les compétences des Urssaf leur ont valu d'être choisies pour encaisser également deux prélèvements sociaux au profit du Ministère de l'Économie et des Finances : la CSG et la CRDS.

Le réseau des caisses de recouvrement a été créé en 1960.

Contrairement à une idée reçue, les salariés des Urssaf ne sont pas fonctionnaires, et sont couverts par la même convention collective que les autres salariés de la Sécurité sociale (CCNT de 1957).

Chaque organisme est, en droit, un organisme privé chargé d'une mission de service public et dirigé par un Directeur. Chaque organisme, caisse nationale comprise, est contrôlé par un Conseil d'Administration qui est composé paritairement de partenaires sociaux. Les décisions du Conseil d'Administration sont soumises au contrôle de la tutelle de l'Etat, représentée par les DRASS (Directions régionales des affaires sanitaires et sociales).

Les Urssaf forment un réseau et sont réparties sur l'ensemble du territoire français, à raison d'au moins un organisme par département, soit plus d'une centaine (101 depuis le 1^{er} janvier 2006). Le réseau des Urssaf est placé sous la double tutelle du Ministère chargé de la sécurité sociale et, mais seulement en second lieu, du ministère chargé du budget (source : code de la sécurité sociale).

Dans les DOM, les Urssaf n'existent pas en tant qu'organismes, mais leur rôle est rempli par un service de recouvrement des caisses générales de sécurité sociale (CGSS).

Présentation du contenu du versement

Ce versement fournit par l'U.R.S.S.A.F de l'Aube contient les documents préparatoires et les procès-verbaux du Conseil d'Administration, les réunions des délégués du personnel et les réunions des cadres, les réunions du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, les procès-verbaux de la Commission d'Etude et de la Commissions de Contrôle, les documents relatifs au budget de gestion administrative, les rapports d'activités, les procès-verbaux des Commissions de recours ainsi que des assemblées du Comité Paritaire du Logement des Organismes Sociaux de Paris.

Mode(s) de classement adopté(s)

Le classement est organisé de façon thématique.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. A ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 3 janvier 1979 en vertu des articles 6 et 7.

Le livre II du code du patrimoine fixe un délai de droit commun de trente ans et des délais spéciaux -suivant le contenu du document- de 60 et 100 ans à compter de la date du document ou de 120 et 150 ans à compter de la date de naissance de la personne. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

Les documents administratifs librement communicables avant leur versement aux Archives Départementales le demeurent après leur versement. De ce fait, les documents présents dans ce versement sont librement communicables.
--



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1 – 19	Conseil d'Administration : documents préparatoires et procès-verbaux.	1961 – 1991
20	Réunions de délégués du personnel et réunions des cadres.	1962 – 1992
21	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail ; droits d'expression des salariés.	1984 – 1992
22	Commission d'Etudes et Commission de Contrôle : procès-verbaux.	1962 – 1976
23	Budget de gestion administrative.	1984 – 1989
24 – 27	Rapports d'activité de l'U.R.S.S.A.F.	1962 – 1991
28 – 37	Commissions de recours : procès-verbaux.	1962 – 1991
38	Assemblées du Comité Paritaire du Logement des Organismes Sociaux de Paris : procès-verbaux.	1977 - 1991

1361W 1 - 38 Fonctionnement de l'U.R.S.S.A.F

1361W 1 - 19 Conseil d'Administration

1961 - 1991

1361W 1	Comité de gestion, préparation	1961 - 1967
1361W 2	Préparation du Conseil d'Administration	1968 - 1970
1361W 3	Préparation du Conseil d'Administration	1971 - 1975
1361W 4	Préparation du Conseil d'Administration	1971 - 1977
1361W 5	Préparation du Conseil d'Administration	1976 - 1980
1361W 6	Préparation du Conseil d'Administration	1978 - 1980

1361W 7	Préparation du Conseil d'Administration (du 21 mai 1980 au 12 décembre 1980)	1980 - 1980
1361W 8	Préparation du Conseil d'Administration (du 23 mars 1981 au 06 avril 1982)	1981 - 1982
1361W 9	Préparation du Conseil d'Administration	1981 - 1984
1361W 10	Préparation du Conseil d'Administration (du 8 décembre 1982 au 25 juillet 1983)	1982 - 1983
1361W 11	Préparation du Conseil d'Administration (du 14 octobre 1983 au 06 décembre 1983)	1983 - 1983
1361W 12	Préparation du Conseil d'Administration	1984 - 1984
1361W 13	Préparation du Conseil d'Administration	1985 - 1985
1361W 14	Préparation du Conseil d'Administration	1985 - 1989
1361W 15	Préparation du Conseil d'Administration	1986 - 1986
1361W 16	Préparation du Conseil d'Administration	1987 - 1988
1361W 17	Préparation du Conseil d'Administration	1989 - 1989
1361W 18	Préparation du Conseil d'Administration	1990 - 1990
1361W 19	Préparation du Conseil d'Administration	1991 – 1991

1361W 20 Réunions des délégués du personnel et des cadres

1962 – 1992

1361W 21 Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, droit d'expression des salariés
--

1984 - 1992

1361W 22 Commission d'études et Commission de contrôle			1962 – 1976
1361W 23 Budget de gestion administrative			1984 – 1989
1361W 24 - 27 Rapports d'activité			1962 - 1991
1361W 24	Rapports d'activité		1962 - 1980
1361W 25	Rapports d'activité		1981 - 1989
1361W 26	Elaboration du rapport d'activité		1986 - 1989
1361W 27	Elaboration du rapport d'activité, rapports d'activité		1990 – 1991
1361W 28 - 37 Commissions de recours			1962 - 1991
1361W 28	Commission de procédure gracieuse préalable		1962 - 1971
1361W 29	Commission de recours gracieux		1971 - 1983
1361W 30	Commission de recours gracieux		1984 - 1986
1361W 31	Commission de recours amiable		1978 - 1989
1361W 32	Commission de recours amiable		1990 - 1992
1361W 33	Commission de recours amiable (de mars à octobre 1988)		1988 - 1988
1361W 34	Commission de recours amiable (de janvier à mai 1989)		1989 – 1989

1361W 35	Commission de recours amiable (de septembre 1989 à mai 1990)	1989 - 1990
1361W 36	Commission de recours amiable (de juin à novembre 1990)	1990 - 1990
1361W 37	Commission de recours amiable (de février à novembre 1991)	1991 – 1991

1361W 38	Assemblées du Comité Paritaire du Logement des Organismes Sociaux de Paris	1977 - 1991
----------	--	-------------

1361W 1 - 38 Fonctionnement de l'U.R.S.S.A.F

1361W 1 - 19 Conseil d'Administration

1961 - 1991

1361W 1	Comité de gestion, préparation	1961 - 1967
1361W 2	Préparation du Conseil d'Administration	1968 - 1970
1361W 3	Préparation du Conseil d'Administration	1971 - 1975
1361W 4	Préparation du Conseil d'Administration	1971 - 1977
1361W 5	Préparation du Conseil d'Administration	1976 - 1980
1361W 6	Préparation du Conseil d'Administration	1978 - 1980
1361W 7	Préparation du Conseil d'Administration (du 21 mai 1980 au 12 décembre 1980)	1980 - 1980
1361W 8	Préparation du Conseil d'Administration (du 23 mars 1981 au 06 avril 1982)	1981 - 1982
1361W 9	Préparation du Conseil d'Administration	1981 - 1984
1361W 10	Préparation du Conseil d'Administration (du 8 décembre 1982 au 25 juillet 1983)	1982 - 1983
1361W 11	Préparation du Conseil d'Administration (du 14 octobre 1983 au 06 décembre 1983)	1983 - 1983
1361W 12	Préparation du Conseil d'Administration	1984 - 1984
1361W 13	Préparation du Conseil d'Administration	1985 - 1985
1361W 14	Préparation du Conseil d'Administration	1985 - 1989

1361W 15	Préparation du Conseil d'Administration	1986 - 1986
1361W 16	Préparation du Conseil d'Administration	1987 - 1988
1361W 17	Préparation du Conseil d'Administration	1989 - 1989
1361W 18	Préparation du Conseil d'Administration	1990 - 1990
1361W 19	Préparation du Conseil d'Administration	1991 - 1991
1361W 20 Réunions des délégués du personnel et des cadres		1962 - 1992
1361W 21 Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, droit d'expression des salariés		1984 - 1992
1361W 22 Commission d'études et Commission de contrôle		1962 - 1976
1361W 23 Budget de gestion administrative		1984 - 1989
1361W 24 - 27 Rapports d'activité		1962 - 1991
1361W 24	Rapports d'activité	1962 - 1980
1361W 25	Rapports d'activité	1981 - 1989
1361W 26	Elaboration du rapport d'activité	1986 - 1989
1361W 27	Elaboration du rapport d'activité, rapports d'activité	1990 - 1991
1361W 28 - 37 Commissions de recours		1962 - 1991
1361W 28	Commission de procédure gracieuse préalable	1962 - 1971

1361W 29	Commission de recours gracieux	1971 - 1983
1361W 30	Commission de recours gracieux	1984 - 1986
1361W 31	Commission de recours amiable	1978 - 1989
1361W 32	Commission de recours amiable	1990 - 1992
1361W 33	Commission de recours amiable (de mars à octobre 1988)	1988 - 1988
1361W 34	Commission de recours amiable (de janvier à mai 1989)	1989 - 1989
1361W 35	Commission de recours amiable (de septembre 1989 à mai 1990)	1989 - 1990
1361W 36	Commission de recours amiable (de juin à novembre 1990)	1990 - 1990
1361W 37	Commission de recours amiable (de février à novembre 1991)	1991 - 1991

1361W 38 Assemblées du Comité Paritaire du Logement des Organismes Sociaux de Paris
--

1977 - 1991